

DEBOUTIN Paul

Candidat de la France insoumise – 7^{ème} circonscription des Yvelines

fi7807@yahoo.com

A Conflans, le 05/06/2017

Objet : réponse à la lettre du Shift Project en faveur du Manifeste pour décarboner l'Europe

Madame, Monsieur,

Je vous remercie pour votre interpellation sur cette question énergétique centrale qu'est l'évolution du rapport de notre société à l'énergie carbone. Bien entendu, dans la droite ligne du programme de la France insoumise, « L'Avenir en commun » et de la lettre que son candidat aux élections présidentielles Jean-Luc Mélenchon vous a transmise en avril 2017, **je suis totalement favorable à l'objectif de décarboner notre société.**

Le constat est sans appel : le seul écosystème compatible avec la vie humaine est menacé du fait même de l'activité humaine par sa structure actuelle et de son intensité. Le changement climatique a déjà commencé, y compris le réchauffement général de la planète qui est lié à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, notamment dus à l'utilisation intensive de carbone dans nos sources d'énergie. A ce propos, **l'accord de Paris sur le climat est loin de résoudre la question**, puisque les engagements fournis par les Etats signataires à ce jour ne permettent de limiter le réchauffement climatique au mieux qu'à +3°C, ce qui est largement au-dessus de la limite de +1,5°C à laquelle il faudrait se tenir pour enrayer les effets dévastateurs du changement climatique.

Face à cette situation, **il faut entamer la bifurcation écologique de nos modes de production et de consommation et planifier la transition écologique de notre système économique et culturel.** C'est pourquoi je défends l'objectif de parvenir à 100% d'énergies renouvelables d'ici 2050, car la sortie nécessaire des énergies carbonées doit s'accompagner de celle tout aussi nécessaire de l'énergie nucléaire, qui n'est en rien une alternative viable ni souhaitable. L'énergie nucléaire est dangereuse, polluante et ne garantit pas l'indépendance énergétique de la France, puisque nous devons importer l'uranium nécessaire à son fonctionnement. Voici d'ailleurs le livret thématique que la France insoumise a établi sur la question de la transition énergétique, et que je vous invite à consulter via ce lien : <https://avenirencommun.fr/le-livret-energie/>

Cette transition énergétique est ambitieuse. Elle doit donc s'organiser sur le temps long et suivre tout un calendrier et une procédure débattus et définis démocratiquement. Elle doit s'appuyer sur des infrastructures, des techniques et un personnel capables de relever ce défi technique exigeant. Il faut donc à la fois assurer la montée en charge des énergies renouvelables, le développement de politiques d'économie d'énergie (isolation thermique des logements et bâtiments, transition écologique de l'agriculture, relocalisation de la production...) et la formation nécessaire des salariés. C'est pourquoi la France insoumise insiste tant sur la question de **la planification écologique** comme moyen d'assurer cette transition et de l'organiser de façon cohérente. Je vous invite ainsi à consulter le livret

thématique dédié à la question de la planification écologique en suivant le lien suivant : <https://avenirencommun.fr/livret-planification-ecologique-regle-verte/>

Par ailleurs, **je soutiens nombre de vos propositions**, comme celle d'entamer la bifurcation écologique de notre agriculture, de réaliser la transition dans nos villes vers des modes de transports accessibles et écologiques (transports à énergies propres, transports collectifs, mobilités douces, rapprochement des bassins de vie et d'emploi) et de lancer un plan d'isolation thermique de nos bâtiments et logement pour diminuer la consommation d'énergie. Toutefois, je ne pense pas que le développement des projets de trains à grande vitesse (les fameuses LGV) soit une bonne chose. Il s'agit de grands projets inutiles et coûteux et nous préférons développer en priorité les intercités et reconstruire le maillage territorial en matière de trains régionaux qui s'est progressivement délité depuis 20 ans du fait de la libéralisation de notre système économique. Pour connaître l'ensemble de nos mesures concernant **les transports** (notamment le plan d'investissement dans les transports ne dépendant pas du pétrole, le développement massif du fret ferroviaire et fluvial ou le soutien aux mobilités douces et à l'intermodalité), je vous invite à consulter notre livret thématique dédié à cette question : <https://avenirencommun.fr/le-livret-transports/>

Il y a un autre point sur lequel une réflexion est indispensable si nous voulons que cette transition écologique soit un projet crédible et réaliste. Cette réflexion est d'ordre stratégique et institutionnelle, elle concerne le cadre de l'Union européenne. Il est indéniable que la transition écologique et le changement culturel qu'elle appelle sont incompatibles avec les exigences et la culture liées au capitalisme financier, qui privilégie le rendement financier maximalisé sur le temps court. Le productivisme, l'extractivisme et le consumérisme sont intrinsèquement liés à ce mode de production qui domine aujourd'hui notre économie. On ne peut donc envisager de décarboner notre société sans rompre avec cette culture du court terme et de la surexploitation insoutenable des ressources, tant humaines que naturelles.

Or, l'Union européenne, telle qu'elle est agencée et structurée actuellement, est intimement liée au capitalisme financier. C'est notamment par le développement de la construction européenne à partir du milieu des années 1980 que se sont installées et développées dans les différents pays européens les politiques de libéralisation de l'économie, du secteur bancaire, financier, marchand et des services publics, ainsi qu'un changement culturel en faveur de recherche de profit à court terme. C'est l'Union européenne qui, par ses directives, a notamment contribué à l'essor du transport routier de marchandises et a promu une solution totalement inefficace qu'est celle du marché carbone. C'est par l'Union européenne que s'est développée cette idée que la concurrence est le comportement de base et primordial dans l'économie, en favorisant le libre-échange et l'extractivisme. La transition écologique appelle au contraire à favoriser avant tout la coopération internationale, la régulation des échanges, la pérennité économiques des entreprises dans le temps long, la gestion raisonnable des ressources et la relocalisation de la production.

La question se pose donc : l'Union européenne est-elle capable de changer sa structure et ses fondements économiques, juridiques, institutionnels et politiques pour engager cette transition écologique ? La réponse n'est pas certaine, il nous faut donc nous préparer à devoir choisir. Si l'Union européenne ne se révèle pas capable de se réformer, que devons-nous faire : rester dans une Union irréformable ou en sortir pour pouvoir décarboner ? Face à ce dilemme, la France insoumise propose une stratégie qui permet d'agir quelle que soit

l'évolution de la situation. Nous avons **un plan A** : proposer une refondation écologique, sociale et démocratique de l'Union qui permettra notamment de décarboner nos sociétés conjointement. Si le plan A échoue, alors nous faisons le choix de la cohérence et appliquerons **un plan B** : nous sortirons de l'Union européenne pour pouvoir enclencher la transition écologique avec l'ensemble des pays qui le souhaitent. Car la sortie de l'Union européenne ne signifie pas la fin de l'Europe ni de toute coopération internationale. Au contraire, il y a de très nombreuses façons de faire l'Europe. Quoiqu'il arrive, que le plan A réussisse ou que nous soyons contraints d'engager le plan B, **nous développerons également des coopérations internationales pour entamer la transition écologiques** avec plusieurs pays, notamment en développant des accords et des partenariats avec les pays méditerranéens, les pays d'Afrique et les pays émergents non alignés sur la base de la philosophie des accords de la Havane de 1947 : garantir une coopération d'égal à égal en faveur avant tout de la souveraineté alimentaire et énergétique de chaque pays.

En effet, et c'est sur ce point que je terminerai, la question des relations internationales est centrale. **L'ONU** doit être le cadre de référence pour entamer au niveau international la transition écologique. Les politiques de libre échange et de libéralisation financière sont, quant à elles, antiécologiques. Je défends donc l'idée de **mettre en place un protectionnisme solidaire**, si possible aux frontières de l'Europe, et quoiqu'il arrive à nos frontières nationales, pour enfin réduire le grand démenagement du monde. Il n'est plus possible de laisser tout un ensemble de marchandises être produites à l'autre bout du monde puis réimportées ici alors que nous avons la capacité de les fabriquer nous-mêmes. Il est ainsi absurde que, dans la filière bois en France par exemple, nous exportions le bois que nous avons coupé pour qu'il soit transformé à l'étranger puis réimporté ici alors que nous pourrions parfaitement le transformer localement. Cela réduirait les distances parcourues (et la pollution qui va avec), favoriserait les circuits courts et ferait disparaître le déficit commercial créé par cette pratique absurde. Décarboner passe donc par instaurer un protectionnisme solidaire taxant les produits notamment selon des critères écologiques : contribution carbone pour le transport routier de marchandises sur longue distance et taxe kilométrique aux frontières.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Paul DEBOUTIN

Candidat de la France insoumise – 7^{ème} circonscription des Yvelines

